

DISCOURS DE BAYROU : LA GUERRE AUX TRAVAILLEURS EST DÉCLARÉE

Année blanche pour les dépenses publiques et les barèmes sociaux et fiscaux, non-rempacement d'un départ à la retraite sur trois dans la fonction publique, suppression de deux jours fériés – travailler plus pour gagner autant ! –, nouvelle « réforme » de l'assurance chômage, autrement dit durcissement des droits, dépenses de santé rognées de 5 milliards sur les augmentations indispensables. Mais, Macron l'avait annoncé deux jours auparavant, les dépenses militaires vont augmenter encore plus que déjà prévu. Pour que les Dassault et les Thalès se frottent les mains, c'est aux classes populaires qu'on demande de payer.

Faire payer aux pauvres une dette qui ne sert qu'aux riches

Bayrou a tout justifié par les 3 300 milliards de dette de la France. Mais elle a bénéficié à qui ? Aux hôpitaux ? On ferme des lits faute de médecins, d'infirmières, d'agents ! Aux établissements scolaires ? Ils manquent de tout, à commencer par les profs, les AED, les personnels en général. En quoi la dette nous a-t-elle profité ? Qui a vu sa feuille de paye se gonfler en même temps que la dette ?

Une commission sénatoriale vient pourtant de chiffrer les aides aux entreprises à 211 milliards par an – qui vont en priorité à Thalès, Dassault, STMicroelectronics et autres entreprises du CAC 40 – sous forme d'exonérations fiscales, de subventions directes, d'exonérations de cotisations sociales. On voit bien qui profite de l'endettement de l'État ! Et c'est nous qui devrions payer les intérêts de dettes contractées pour enrichir les riches ?

Les cadeaux aux riches responsables des déficits

L'Office français pour les conjonctures économiques (OFCE), un organisme de conseils aux gouvernements, vient d'édition un rapport expliquant que le déficit public est dû, depuis 2017, à la baisse des impôts – qui a surtout profité aux riches – et non à l'augmentation de la dépense publique. Pourtant, c'est la dépense publique que Bayrou veut rogner, tant pis si les hôpitaux ne peuvent plus soigner

correctement, si les jeunes sont obligés de s'entasser dans des classes surchargées devant des profs débordés. Tant pis si les travailleurs licenciés doivent de plus en plus galérer au chômage. Tout doit aller aux marchands de mort, aux actionnaires des grosses boîtes, aux riches en général.

Se préparer à la riposte

Sitôt le micro de Bayrou éteint, les responsables syndicaux semblent avoir protesté seulement contre la suppression de deux jours fériés. Du côté des dirigeants de la gauche institutionnelle, pour Mélenchon, « les destructions et les injustices ne doivent plus être acceptées. Il est urgent de mettre un terme à la Macronie. Il faut faire partir Bayrou ». Et comment ? Où est le plan qui permettrait d'y parvenir ? Une énième motion de censure qui ne pourrait passer que grâce au vote du Rassemblement national ? Barnier est tombé, et après ? On a eu Bayrou, on n'a pas eu Le Pen, mais on a eu Retailleau, la différence est de plus en plus mince.

Le problème n'est d'ailleurs pas tant de faire tomber Bayrou que de faire tomber la politique qu'il mène, et qui n'est que le prolongement de celle de tous ses prédécesseurs. Cela suppose tout autre chose que compter sur un vote miraculeux à l'Assemblée.

Nous n'aurons pas d'autre choix que de nous battre. Dans son discours aux armées, Macron a dit, pour justifier ses largesses aux militaires : « Pour être libres dans ce monde, il faut être craints ». C'est très exactement ce dont les travailleurs ont besoin : si nous ne voulons pas que la machine mise en route nous écrase, il faut que riches et gouvernants nous craignent.

Les mesures de Macron-Bayrou n'ont rien d'inévitable. Par nos mobilisations, nous avons largement les moyens de leur inspirer une frousse salutaire et de faire tomber cette politique anti-ouvrière qui s'imposera si nous ne faisons rien.